

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article845>

Elie DOMOTA : Les Etats GÃ©nÃ©raux, un moyen de casser LKP !

- Dossier spÃ©cial LKP - Prises de parole du LKP -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : vendredi 3 avril 2009

Mis Ã jour le : mardi 7 avril 2009

UGTG.org

Bonswa pÃ©p Gwadeloup,

[\[Meeting LKP 02.04.09 {JPEG}\]](#) Nous sommes bien contents de nous retrouver, et surtout nous sommes bien contents que l'Etat et les patrons nous donnent l'occasion de nous retrouver. Car si nous sommes ici ce soir, c'est aussi parce qu'il y a aujourd'hui entre 44 et 45 grÃ©ves en Guadeloupe. **Nou pa konpwann - on ?!** Nous revenons de 44 jours de mobilisations, la grÃ©ve gÃ©nÃ©rale a Ã©tÃ© suspendue... et il y a 44 ou 45 entreprises en grÃ©ve ; et il y a des grÃ©ves qui Ã©clatent chaque jour !

Et c'est dans un tel contexte qu'ils ont dit et annoncÃ© la semaine derniÃ©re qu'ils allaient faire des Etats-GÃ©nÃ©raux ! [1] Et dÃ©s lors [pas mal d'individus ont fait leur apparition](#), pas mal de gens qui n'ont jamais honte. Car Ã© chaque fois que l'Etat franÃ§ais dit " A table !", eh ben il y a beaucoup qui courent s'asseoir.

Ils ignorent ce qu'il y a au menu, ils ne savent pas qui a cuit le repas, ils ignorent le nom des invitÃ©s et des convives... mais ils sont lÃ©, assis Ã© table !

Nous ne serons pas trÃ©s long sur ce chapitre... nous n'avons pas encore pris de dÃ©cision. car c'est samedi matin que le LKP se rÃ©unira pour prendre une dÃ©cision et dire ce qu'on en pense de ces Etats-GÃ©nÃ©raux. Mais Ã© titre personnel je tiens dÃ©jÃ© Ã© dire que je ne mange pas n'importe quel manger, mÃ©me si j'ai faim ; et que je ne m'assieds pas Ã© table avec n'importe qui.

Car il faut bien comprendre ce qui se passe et ce qui est en jeu, camarades. Pendant 44 jours, le peuple de Guadeloupe a fait les Etats-GÃ©nÃ©raux : nous avons posÃ© des questions, **nou montÃ© nou dÃ©sann** (nous avons longuement marchÃ©) ; le peuple de Guadeloupe a dit ce dont il a envie et besoin, ce dont il ne veut pas ! Et pourtant, **misyÃ© SARKOZY la** a tout bonnement dÃ©cidÃ© de faire faire ses Etats-GÃ©nÃ©raux et nous a dit : *voilÃ© les thÃ©mes que j'ai choisi pour vous !*

La nouvelle gouvernance, les modifications statutaires, les Ã©volutions administratives et patiti local et patata national...

Puis on nous a dit : la formation des prix... Puis on nous a parlÃ© de la rÃ©novation du dialogue social... Ils ont donc inventÃ© toute une sÃ©rie de choses pour nous et dit en substance : *puisque vous protestez, voilÃ© ce que nous allons faire !*

Et ils ont alors cherchÃ© en tout premier lieu Ã© casser le LKP ! Comment ?!

L'UGTG, la CGTG, la CTU, FO et la CFDT (5 organisations syndicales membres du LKP) ont reÃ§u une lettre du sous prÃ©fet de Basse-Terre, M. Gautier nous disant que le prÃ©fet SAMUEL en charge des Etats-GÃ©nÃ©raux nous invitait Ã© une rÃ©union le vendredi 20 mars Ã© 14H00. Point ! L'UGTG a reÃ§u cette convocation pour 14H00, FO en a reÃ§u une pour 14H45, la CGTG pour 15H30... Enfin, tous les 45 minutes, chaque organisation Ã©tait reÃ§ue pour une "audition".

Ils ont fait la mÃ©me chose avec les partis politiques : UMP, PS, GUSR...

LKP et le peuple de Gwadeloup ont posÃ© des problÃ©mes ; mais ce qu'ils cherchent Ã© faire aujourd'hui c'est

de casser la lÃ©gitimitÃ© du peuple et de casser la lÃ©gitimitÃ© du LKP !

A rÃ©ception de ce courrier nous nous sommes dit qu'il y avait un sÃ©rieux problÃ©me. Comment ces messieurs pouvaient nous appeler Ã une rencontre et pas les autres ?! Nous avons donc dÃ©cidÃ© de ne pas nous y rendre !

En ne nous voyant pas, SAMUEL et DESFORGES (actuel prÃ©fet de Guadeloupe) nous ont alors appelÃ©s. Nous lui avons dit qu'il y avait un problÃ©me : nous avons rÃ©su nous convoquant Ã une rÃ©union Ã 14H00. Point. Nous n'allons pas Ã des rÃ©unions de la sorte ! Nous ne souffrons pas de rÃ©unionite ! Lorsque nous recevons un courrier nous invitant Ã une rÃ©union, il faut pour que nous nous dÃ©placions que nous sachions au moins qui a convoquÃ©, sur quoi et pour quoi.

Et nous avons dit Ã SAMUEL que si justement ils avaient un minimum de respect pour le peuple guadeloupÃ©en, ils nous auraient adressÃ© un vÃ©ritable courrier nous disant qui il Ã©tait (lui SAMUEL), qui l'accompagnait, qui l'avait missionnÃ©, dans quel cadre et pour faire quoi, et ce que c'est que les Etats-GÃ©nÃ©raux... ! De nous l'expliquer avant que nous ne venions Ã une rÃ©union en petit comitÃ© !!!

Sa rÃ©ponse a Ã©tÃ© de nous que oui, il Ã©tait d'accord pour recevoir le LKP mais que malheureusement il ne le pourrait pas car il s'en allait en Martinique avec JEGO ! Et qu'il allait demander au prÃ©fet (pourtant assis Ã ses cÃ´tÃ©s lors de l'Ã©change tÃ©lÃ©phonique) de nous Ã©crire et de nous recevoir si nous le souhaitions !

Le prÃ©fet nous a donc adressÃ© un courrier samedi dernier (28 mars 2009) nous disant ce qu'Ã©taient que les Etats-GÃ©nÃ©raux, qu'il y avait 8 thÃ©mes, et nous indiquant qu'il Ã©tait prÃ©t Ã nous recevoir lorsque nous le souhaitions.

Nous lui avons rÃ©pondu que nous lui ferions connaÃ®tre notre position la semaine prochaine... Puisque c'est samedi que nous analyserons la situation.

Mais en attendant, comment peut-on comprendre qu'aprÃ©s tant de problÃ©mes soulevÃ©s par nous, qu'avec tous les problÃ©mes qui se posent en Guadeloupe aujourd'hui, on puisse trouver des GuadeloupÃ©ens pour aller s'asseoir dans des ateliers des Etats-GÃ©nÃ©raux et qui souhaitent faire des Etats-GÃ©nÃ©raux en 10 JOURS ! Car c'est exactement ce qu'ils font !

Ils ont prÃ©vu de se rassembler la semaine prochaine entre eux pour savoir ce qui se passe en Guadeloupe ! Puis la semaine du 13 ils comptent dresser un Ã©tat des lieux ! Ils comptent discuter entre eux et aprÃ©s, **mÃ©so SARKOZY la** (le fier Ã bras de SARKOZY) viendra dans la semaine du 20 avril 2009 pour ouvrir officiellement les Etats-GÃ©nÃ©raux et pour faire des consultations publiques ! Et cela s'achÃ©vera Ã la derniÃ©re semaine du mois de mai... puisque les Ã©lections europÃ©ennes vont dÃ©marrer aprÃ©s. Et lorsqu'il y a des Ã©lections europÃ©ennes, il ne doit rien y avoir d'autre, puisqu'on est prÃ©cisÃ©ment en pÃ©riode Ã©lectorale. CÃ©, nous le savons tous.

Cela signifie qu'en 10 JOURS (avec PÃ©ques, 1er Mai, 8 Mai) ils vont faire les Etats-GÃ©nÃ©raux de la Guadeloupe : la plus grande consultation du peuple dans l'histoire de la Guadeloupe, qui n'a jamais encore eu lieu et qui dÃ©cidera de l'avenir de ce peuple. **En 10 JOURS !!!** VoilÃ© ce qu'ils nous proposent !!!

Et bien Ã©videmment, on entend deux ou trois venir nous dire : *Ah oui, c'est une chance historique ! Il faut la saisir ! Il ne faut pas que vous pratiquiez la politique de la chaise vide, sinon on dira de vous que vous n'Ãªtes qu'une bande de voyous !...*

Comme l'affirme aujourd'hui Patrick KARAM qui a coullonÃ© les Martiniquais, GuadeloupÃ©ens et Guyanais du temps oÃ¹ il Ã©tait prÃ©sident du Collectif DOM. Aujourd'hui plus personne ne veut en entendre parler ni mÃ©me le voir, mÃ©me pas en photo ! Il a dans cette interview dit qu'il connaît l'UGTG et qu'effectivement, il avait eu l'occasion de venir Ã notre local. Mais nous lui disons de ne plus jamais y foutre les pieds ! Et que si jamais il s'aventurait Ã gravir les 48 marches qui conduisent Ã notre local, il aurait Ã les redescendre la tÃªte en avant ! Car nous ne frÃ©quentons ni les minables ni les **dirigonflistes** (opportunistes qui vont Ã la soupe - au riz) ! [\[2\]](#)

Tout cela pour dire qu'il suffit Ã l'Etat de sonner la cloche du repas pour trouver des gens qui vont s'asseoir IÃ et qui nous disent : *Non, non, c'est une chance historique, il faut y venir !*

Toutes les dÃ©cisions qui vont Ãatre arrÃ©tÃ©es dans les Etats-GÃ©nÃ©raux sont dÃ©jÃ prises !

Camarades, il nous suffit de prendre un exemple : Il y a un chantier [atelier] dirigÃ© par le prÃ©sident du Conseil Economique & Social RÃ©gional (CESR), MisyÃ© Jocelyn JALTON ! [3] Le nom de cet atelier est : "*La rÃ©novation du dialogue social & la formation professionnelle*". Deux thÃ©mes qui dÃ©jÃ ne vont pas du tout ensemble ! Mais c'est bien Ã©videmment un traquenard.

Car tout le monde sait que la formation professionnelle est une question pour laquelle se battent toutes les organisations, et particuliÃ©rement les organisations syndicales, membres du LKP... Mais comme ils veulent Ã tout prix nous enchaÃner dans le dialogue social, ils ont fait le choix de nous inviter Ã parler de la formation professionnelle pour tenter de nous *brÃ©cher* (hameÃ§onner). Utiliser donc le thÃ©me de la formation professionnelle comme appÃ¢t pour faire avancer le dialogue social...

Et comme depuis 4 ans ils nous proposent de crÃ©er une Association de Promotion du [Dialogue Social](#) [4]... Ils veulent voir comment ils arrivent Ã casser les grÃ©ves ici ; comme ils l'ont fait en Martinique, tout en sachant qu'il n'y a jamais eu autant de licenciements en Martinique que depuis la crÃ©ation de cette association...

la deuxiÃ©me chose qu'ils veulent mettre en place c'est un [Institut RÃ©gional du Travail](#)

Et la troisiÃ©me chose qu'ils entendent crÃ©er c'est, IÃ aussi comme en Martinique, une Agence RÃ©gionale pour l'AmÃ©lioration des Conditions de Travail ... Ainsi en cas de problÃ©me dans une entreprise, les salariÃ©s, point besoin de faire grÃ©ve, point besoin de syndicat : il suffirait de saisir l'ARACT, qui viendra faire une mÃ©diation dans l'entreprise. Plus besoin de syndicat, finissons en avec cette culture syndicale et de la grÃ©ve...

VoilÃ ce qu'ils veulent faire, voilÃ leur conception du Dialogue social ! C'est cela que cet atelier est chargÃ© de prendre comme dÃ©cision : La crÃ©ation d'un IRT, d'une APDS, et d'une ARACT !

Leur invitation aux syndicats, aux travailleurs et au peuple de Guadeloupe ne vise qu'Ã IÃgitimer leurs dÃ©cisions ! Afin qu'ils puissent dire : vous Ã©tiez IÃ ! Et pour le cas oÃ¹ vous veniez Ã dire demain que vous n'Ãates pas d'accord... Les conclusions Ã©crites de leurs synthÃ©ses, ateliers et chantiers commenceront par la phrase suivante : "*Les participants - noms des participants - ont dÃ©cidÃ© de...*" ! **Vous n'Ã©tiez peut-Ãatre pas d'accord, mais vous Ã©tiez bien IÃ !**

VoilÃ leur maniÃ©re de fonctionner ! Car bien Ã©videmment ils nous prennent pour des couillons, car bien Ã©videmment ils prennent les GuadeloupÃ©ens pour un peuple d'imbÃ©ciles ! Car ces gens IÃ fonctionnent selon le mÃªme principe que celui dictÃ© par un de nos [proverbes](#) : **Kon malpwop ki vwÃ tÃ©rinn nÃf !** (excitÃ©s comme les malpropres Ã la vue d'une bassine neuve). C'est exactement ce qui se passe !

C'est pourquoi nous profitons pour lancer un appel Ã tous ces gens aussi afin de leur dire : Essayons de nous respecter un tant soit peu ! Essayons d'avoir au moins un minimum de respect envers les GuadeloupÃ©ens ! Cessons de nous prÃ©cipiter toutes les fois oÃ¹ on nous donne Ã manger ! Cuisons nous mÃªme notre repas ! Aimons un peu notre pays ! DÃ©cidons ensemble de ce qu'il faut Ã notre pays ! Car il est inadmissible que l'on veuille de nouveau dÃ©cider pour nous ! Car ce qu'il y a d'important c'est ce dont nous nous avons envie ; et non pas ce dont les autres ont envie pour nous !

Et Ã ceux qui seraient tentÃ©s de dire qu'il y aura du dÃ©sordre, nous tenons Ã les rassurer : il n'y aura jamais plus de bordel qu'il n'y en a eu hier et aujourd'hui, car ce pays il y a longtemps qu'il est en bordel ! Et c'est Ã nous

prÃ©cisÃ©ment de le remettre bien !

Deux mots sur l'Accord Jacques BINO

Le jeudi 26 fÃ©vrier dernier, un accord Ã©tait signÃ© par 6 organisations patronales. Cela reprÃ©sentait Ã peu prÃ©s entre 17 et 20 mille salariÃ©s.

Camarades, depuis le 26 fÃ©vrier, les camarades des diffÃ©rents syndicats - qu'il s'agisse de FO, de la CGTG, de l'UGTG, de la CTU, de la CFDT, CFTC, FSU... - s'activent sur le terrain des luttes sociales pour que les patrons signent l'accord Bino.

Et aujourd'hui, c'est plus de 25000 salariÃ©s supplÃ©mentaires qui y ont droit ! Cela fait au total plus de 45000 salariÃ©s concernÃ©s, bÃ©nÃ©ficiaires en Guadeloupe ; et ceci, dans tous les secteurs d'activitÃ© : cliniques privÃ©es [5], sÃ©curitÃ© privÃ©e, hÃ´tellerie, grande distribution, Banques, Immobilier... Autant d'entreprises adhÃ©rentes du MEDEF ! Ils ont signÃ© car nous leur avons clairement signifiÃ© que s'ils ne signaient, les travailleurs resteraient engrÃ©ve chez eux. Et que s'ils venaient Ã ouvrir malgrÃ© tout avec la complicitÃ© de l'Etat et de ses manblos, aucun GuadeloupÃ©en n'entrerait y acheter !

Et disons le haut et fort : Aujourd'hui nous restons sur cette mÃªme position ! Nous resterons en grÃ©ve totale et gÃ©nÃ©rale tant qu'ils n'auront pas tous signÃ© l'[Accord Jacques BINO](#) ! Et nous leur disons tout aussi fort afin qu'ils puissent l'entendre jusqu'au ministÃ©re : demain, vendredi 3 avril 2009, ils rÃ©unissent Ã nouveau une [commission sur l'extension de l'Accord BINO](#). Camarades salariÃ©s, nous ne comptons pas sur leur extension ! C'est le MEDEF qui dicte Ã l'Etat sa politique et qui dÃ©cide de ce que le gouvernement dÃ©cidera ! S'ils veulent faire l'extension, ils commenceront par [retirer le prÃ©ambule](#), car ils n'aiment pas [lire ou entendre la vÃ©ritÃ©](#). Et ils enlÃ©veront aussi l'article 5 portant la clause dite de convertibilitÃ© ; afin que dans un an nous perdions 50 euro et 200 euro dans trois ans !

Cela signifie camarades que quelque soit la dÃ©cision qu'ils prendront demain, nous devons nous mettre en grÃ©ve partout oÃ¹ ils n'appliquent pas l'Accord BINO !

[1] Sarkozy avait annoncÃ© la tenue des Etats-GÃ©nÃ©raux dans les colonies de Guadeloupe & Martinique ; mais sans en prÃ©ciser la date.

[2] Mot valise tirÃ© de de riz & gonfler

[3] A ne pas confondre avec [Jocelyn Valton](#), critique d'art

[4] [Sur la question du Dialogue social : Retrouvez tous les articles sur notre site](#)

[5] MÃ©so KADJI la pÃ©rorait qu'il ne signerait jamais cet accord. Il a signÃ© le mercredi 1er avril comme tous les copains !